



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

Suivi opérationnel : **Direction de la Médiation et du Développement des Publics (DMDP)**

SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS ET DE LA FIDELISATION

75058 Paris cedex 01

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

N°2025-121M

**PRESTATIONS DE GRAPHISME
POUR NEWSLETTERS, E-MAILINGS, PUBLICITES EN LIGNE ET
SUR MOBILES**

Établi en application des dispositions du [Code de la commande publique](#).

Le présent C.C.A.P. comporte 29 pages (y compris la page de garde) numérotées de 1 à 29, et est associé au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Découpage en lots / TRANCHES	4
1.3. Mode de passation	4
1.4. Forme du marché	4
1.5. Variantes	4
1.6. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	5
1.7. Protection de l'environnement	5
1.8. Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché	5
1.9. Responsabilité sociétale des organisations (RSO)	5
1.10. Exécution complémentaire	6
1.10.1 <i>Modification du contrat</i>	6
1.10.2 <i>Réalisation de prestations similaires</i>	6
ARTICLE 2 - ARTICLE 2 - Pieces constitutives du marche	6
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 4 - MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	7
ARTICLE 5 - INTERVENANTS	7
5.1. Conduite d'opération – Représentant du titulaire	7
5.1.1 Conduite du marché	7
5.1.2 Représentant(s) du titulaire - Conduite des prestations	8
5.2. Obligation de moyens	9
5.3. Contrôle du personnel sur site	9
5.4. Confidentialité – Protection des données	10
5.4.1 Obligation de discrétion	10
5.4.2 Protection des données personnelles	11
5.4.3 <i>Actions de communication</i>	11
5.4.4 <i>Obligation de conseil et d'information</i>	12
5.4.5 <i>Obligation de confidentialité</i>	12
ARTICLE 6 - DÉFINITION DES PRESTATIONS ATTENDUES	13
ARTICLE 7 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	13
7.1 Cession des droits	13
7.2 Exploitation	14
7.3 Garantie	16
7.4 Modalités financières	17
7.4.1 <i>Exploitations non commerciales</i>	17
7.4.2 <i>Exploitations commerciales</i>	17
7.5 Droit moral	17

7.6 Cas des progiciels utilisés pour l'exécution des prestations	17
ARTICLE 8 - DISPOSITIF D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	18
8.1 Interruption ou annulation de la prestation en cours d'exécution	18
8.2. Modalités de commande	18
ARTICLE 9 - DÉLAIS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 10 - PÉNALITES	19
10.1 - Généralités	19
10.2. Modalités de calcul des pénalités de retard	20
10.3 Pénalités spécifiques	20
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE	21
ARTICLE 12 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION - RECEPTION	21
ARTICLE 13 - PRIX- VARIATION DES PRIX- MODALITES DE REGLEMENT	22
13.1. Contenu des prix	22
13.2. Variations des prix	23
13.3 Règlement des comptes	24
13.3.1 <i>Dispositions générales</i>	24
13.3.2 <i>Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance</i>	25
13.3.2.1 <i>Dispositions relatives à la cotraitance</i>	25
13.3.2.2 <i>Dispositions relatives aux sous-traitants</i>	25
13.4 Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives	25
13.5 Envoi des demandes de paiement	25
ARTICLE 14 - DELAIS DE PAIEMENT – TVA – INTERETS MORATOIRES	26
ARTICLE 15 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	27
15.1 Retenue de garantie	27
15.2 Avance	27
ARTICLE 16 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ	27
ARTICLE 17 - RÉSILIATION	28
ARTICLE 18 - LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX	29
ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG	29

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet **les prestations de conception graphique de supports électroniques** (newsletters, e-mailings ou publicités en ligne) **de communication, d'information ou de promotion.**

Les spécifications techniques sont définies au cahier des clauses techniques particulières.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recours, suivant sa propre appréciation, au service de son personnel pour effectuer toute intervention complémentaire concourant au même objet.

1.2. Découpage en lots / TRANCHES

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du Code de la commande publique, les prestations, objet du présent marché, constituant une unité.

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens de l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique.

1.3. Mode de passation

Le présent marché de services est passé selon la **procédure d'appel d'offres ouvert** en application des articles R.2124-1 à R.2124-3, R.2124-5 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.4. Forme du marche

Le présent marché est un **accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum et avec montant maximum en valeur** au sens des dispositions des articles R.2162-1 et s. du code de la commande publique, notamment l'article R.2162-2 deuxième alinéa (ci-après, dénommé "marché").

Le montant maximum par période d'exécution (marché reconductible) est le suivant :

Montant maximum H.T.
60 000 € HT

Le marché donne lieu à la conclusion de bons de commande. Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires. Les quantités et la nature des prestations à exécuter au titre de chaque commande figurent sur chacun des bons de commande dans le respect des documents contractuels.

1.5. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.6. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/PI, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail où cette main-d'œuvre est employée.

1.7. Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG/PI, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

1.8. Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement public du musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre » ou « le pouvoir adjudicateur »).

Les livrables et prestations sont fournis et réalisés par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement du marché (ci-après « le titulaire »).

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant au présent marché.

1.9. Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,

- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

1.10. Exécution complémentaire

1.10.1 Modification du contrat

Le cas échéant, le marché pourra être modifié par avenant signé des deux parties dans les conditions prévues notamment par les articles L. 2194-1 et L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

1.10.2 Réalisation de prestations similaires

Le cas échéant, des marchés négociés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires pourront être passés ultérieurement avec le titulaire en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement,
- son annexe n°1 relative au bordereau des prix unitaires (BPU), ainsi que les éventuelles autres annexes à l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG/PI*) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document,
- l'ensemble des textes législatifs et réglementaires* qui s'applique au présent marché,
- l'offre technique du titulaire.

* Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes. Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du

titulaire par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/PI), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la Commande Publique, les dispositions du présent marché et sa durée de validité prennent effet à compter de sa date de notification **pour une période initiale d'un (1) an**.

Le marché peut être reconduit trois (3) fois pour une période supplémentaire d'un (1) an, sans que la durée totale de validité et d'exécution du marché ne puisse dépasser quatre (4) ans.

Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

La reconduction est tacite et le titulaire du marché ne peut s'y opposer.

Le Pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité du marché (à savoir, avant la fin de la période en cours) s'il veut refuser la reconduction du marché et donc le dénoncer. Cet écrit est alors adressé au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

ARTICLE 4 - MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

En application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 5 - INTERVENANTS

5.1. Conduite d'opération – Représentant du titulaire

5.1.1 Conduite du marché

Le pilotage des missions faisant l'objet du présent marché sera assuré par la **Direction de la Médiation et du Développement des Publics (DMDP)**, et plus particulièrement les services du développement des publics et de la fidélisation et celui de la communication visuelle et publicité.

La conduite du marché est assurée par le Directeur de la Médiation et du Développement des Publics de l'EPML qui dispose de la faculté de désigner toute personne au sein du musée pour le représenter dans la conduite courante du marché (la personne responsable du suivi et de l'exécution du marché : RSEM).

Chaque bon de commande fait l'objet d'une fiche descriptive de préparation. Les fiches de travail présentent un descriptif sommaire du document ou de la prestation à réaliser ; elles précisent la date de remise des éléments par le musée du Louvre. La fiche de travail porte mention de la personne qui sera chargée, au nom du représentant du pouvoir adjudicateur, de signer le bon à tirer, et, conformément aux dispositions de l'article 8 du présent CCAP, de procéder aux validations des livrables.

5.1.2 Représentant(s) du titulaire - Conduite des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins du pouvoir adjudicateur, notamment en termes de qualité de service et de délais d'exécution.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier le pouvoir adjudicateur, notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations du présent marché. En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences du pouvoir adjudicateur ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- maintenir une forte réactivité.

L'équipe du titulaire est adaptée à la nature, aux conditions et aux objectifs particuliers des missions qu'il assure aux différentes étapes de leur élaboration et mise en œuvre.

La bonne exécution du marché suppose que le titulaire affecte à l'exécution de l'ensemble des prestations, un responsable chargé de le représenter auprès de l'établissement public du musée du Louvre quelle que soit la nature des problèmes évoqués (conception, exécution, suivi de réalisation, ...). En complément des dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG/PI, le titulaire s'engage à désigner, dès son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom, habilitée à le représenter. Il sera adressé à ce responsable toutes les communications sur la procédure. Ce responsable est l'unique interlocuteur de l'établissement public du musée du Louvre pendant toute la durée du marché.

L'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations susceptibles de lui être commandées, ainsi qu'aux conditions d'exécution du marché. La composition de l'équipe du titulaire est fixée nominativement dans l'offre.

La bonne exécution des prestations dépendant d'une part de la qualité du responsable chargé de la conduite des prestations désigné par le titulaire, d'autre part de la composition quantitative et qualitative de l'équipe, le titulaire a l'obligation de maintenir les moyens humains nécessaires à l'accomplissement des prestations ; il s'engage en outre, si cela s'avère nécessaire pour mener à bonne fin les missions définies, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.

En complément des dispositions de l'article 3.4 du CCAG/PI, le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations les personnes nommément désignées dans son offre, dont les CV et les rôles dans le déroulement des missions, y auront été joints et jugés adaptés par le pouvoir adjudicateur.

Si en cours d'exécution du présent marché, la ou les personne(s) désignée(s) dans l'offre venai(en)t à être remplacée(s), le titulaire a obligation :

- d'en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur

- de lui communiquer dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'avis d'information fait au représentant du pouvoir adjudicateur, le nom, les titres ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s)
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, et notamment d'assurer le transfert de connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet, nécessaires à l'exécution des prestations. Tout remplacement s'effectue à grade et compétence équivalents ou supérieurs. La notion d'équivalence inclut la compétence ainsi que l'expérience dans le domaine. En aucun cas, le remplacement de personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du présent marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

Au vu des éléments fournis, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le(s) remplaçant(s) dans un délai de un (1) mois à compter de la réception de ces informations. Le titulaire devra alors proposer un (des) remplaçant(s) dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

En cours d'exécution, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le(s) intervenant(s) à tout moment. Le titulaire devra alors proposer un remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

En complément des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, dans les conditions de l'article 17 du présent CCAP, à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation de nouvel interlocuteur dans les délais impartis.

5.2. Obligation de moyens

Le titulaire s'engage à :

- ✓ se conformer à l'ensemble des prescriptions légales, réglementaires et normatives régissant les prestations, objet du marché ;
- ✓ faire respecter par ses préposés et ses sous-traitants éventuels toutes les obligations issues du présent marché ;
- ✓ pour la réalisation de la prestation, prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la mise en place en temps voulu, des moyens nécessaires à l'exécution de la prestation en fonction des consignes et de leur volume, en accord avec l'EPML ;
- ✓ à faire bénéficier l'EPML de son expérience et de ses connaissances ;
- ✓ à travailler en étroite concertation avec les personnels du Musée du Louvre et ses différents prestataires (régies publicitaires, routeur électronique, conseiller artistique...).
- ✓ s'engage à ce que les prestations de ses salariés soient effectuées de façon tout à fait irréprochable et à ce que les employés observent une discrétion absolue sur tout ce qui touche l'EPML.

5.3. Contrôle du personnel sur site

Le titulaire est informé que l'Etablissement public du musée du Louvre est susceptible de faire des contrôles des personnes intervenant sur le site du musée du Louvre, notamment le contrôle du casier judiciaire. Si le contrôle faisait apparaître des éléments incompatibles avec un travail sur son site, l'Etablissement public du musée du Louvre pourrait être amené à ne pas agréer l'employé ou à demander son remplacement, même après agrément.

Toutes les données de contrôle du personnel sont automatiquement et sans délai accessibles au titulaire et à l'Etablissement public du musée du Louvre.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Dans le cas où des agissements contraires à la bonne exécution de la mission seraient constatés ou signalés, la personne responsable du suivi du marché serait en droit de demander (de façon écrite et motivée) le départ immédiat et le remplacement du personnel concerné.

Pendant son séjour dans les locaux de la personne publique, les employés du prestataire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité établies par celle-ci y inclus l'intégralité des dispositions de son règlement intérieur.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de discrétion accentuée concernant la procédure de contrôle des entrées, interdisant d'en divulguer les modalités à l'extérieur du musée.

Cette procédure, qui varie selon les espaces et qui peut évoluer dans le temps, devra être scrupuleusement respectée par le titulaire. L'accès peut être refusé à toute personne ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité. La direction de la surveillance délivre et précise les conditions d'utilisation des badges nécessaires pour la circulation du personnel.

La Direction de la Surveillance délivre et précise les conditions d'utilisation des autres laissez-passer, badges ou passes nécessaires pour la circulation du personnel.

5.4. Confidentialité – Protection des données

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS sont applicables pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, fournisseurs, préposés... au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, documents, etc., dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

L'EPML s'engage pour sa part :

- à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du marché,
- à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

5.4.1 Obligation de discrétion

En référence à l'article 5 du CCAG / FCS, le personnel du Titulaire et de ses sous-traitants est tenu de garder confidentielles les informations dont il aura eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

En particulier aucune interview relative aux activités exercées au Musée du Louvre n'est autorisée sans l'accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire peut organiser des actions de communication¹ aux conditions suivantes :

L'EPML doit être saisi par écrit de tout souhait d'action de communication 4 semaines au moins avant son organisation. Il se garde la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée, pour des raisons de sécurité ou de confidentialité que le Louvre est seul à même d'évaluer.

¹ Par action de communication, on entend tous types d'action de promotion auprès d'interlocuteurs divers (communication interne, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou de télévisions, publicité spécialisée ou grand public...).

Ainsi :

- Aucune visite individuelle ou collective à l'attention des journalistes - que le musée soit ouvert ou fermé, dans les salles du musée ou dans les espaces fermés au public ou sur des chantiers - des locaux ou installations sur lesquels le Titulaire a travaillé ne peut être organisée sans l'accord préalable et sans la participation de la personne publique. Les tournages TV ou vidéo ainsi que les prises de vues photo sont soumis aux mêmes dispositions.
- Tous les documents de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse...) et de presse concernant le service ou les équipements fournis au musée doivent être relus et avalisés - avant impression- par l'EPML qui doit être saisi au moins 2 semaines avant le bouclage du document, pour qu'il ait le temps de faire part de ses modifications éventuelles et que le Titulaire puisse inclure ces observations.

5.4.2 Protection des données personnelles

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaires. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du marché.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

5.4.3 Actions de communication

Il est précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sous réserve de saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication.

L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

5.4.4 Commissionnement

Il est expressément interdit au titulaire de percevoir ou de solliciter sous quelque forme que ce soit, en plus de la rémunération prévue au titre du présent marché, un commissionnement sur les prestations des entreprises participant, au titre de marchés distincts à la traduction ou à la diffusion des supports de communication. Tout commissionnement ou toute manoeuvre, même non réussie, tendant à un commissionnement, quelle qu'en soit la forme, conduirait l'établissement public du musée du Louvre à résilier le présent marché aux torts du titulaire et à ses frais et risques, sans préjudice des poursuites pénales que l'établissement se réserve, dans ce cas, d'exercer.

5.4.5 Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le Titulaire doit informer le Musée du Louvre de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le Titulaire doit, en tout état de cause, signaler au Musée du Louvre, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des biens ou des informations, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai les représentants du Musée du Louvre. Il appartient aux représentants du Musée du Louvre de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le Titulaire doit assister aux représentants du Musée du Louvre soit :

- par téléphone pour tout complément d'information,
- lors des réunions provoquées par les représentants du Musée du Louvre si nécessaire,
- en transmettant aux représentants du Musée du Louvre les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

En aucun cas les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le Titulaire d'assurer les prestations définies au marché.

Le Titulaire est tenu de vérifier les indications portées sur les documents qui lui sont communiqués et de signaler dans l'état actuel connu des connaissances et de la technique toute anomalie, non-concordance et autres qui lui appartiendraient sous peine d'en subir seul et de convention expresse toutes les conséquences.

Le Titulaire est tenu de s'informer sur les répercussions directes des fournitures ou prestations autres que les siennes et de fournir les renseignements relatifs aux répercussions directes de ses prestations sur les autres. Il est responsable de tout retard apporté à ces informations.

Le Titulaire doit demander aux représentants du Musée du Louvre tous les renseignements que celui-ci peut détenir et qu'il estime utiles et nécessaires à tous les stades de l'exécution du marché.

Le Titulaire doit attirer l'attention par écrit aux représentants du Musée du Louvre sur les inconvénients qui peuvent résulter des ordres reçus, sur les vices ou les malfaçons que ceux-ci peuvent entraîner soit pour ses propres prestations soit pour des tiers.

5.4.6 Obligation de confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG FCS sont applicables, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous

Compte tenu du contexte particulier du Musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des enjeux de sécurité, le Titulaire et le personnel affecté sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui concerne les renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'EPML communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information ni document qui résulterait de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le Titulaire doit sans délai avertir l'EPML de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres du personnel.

La responsabilité du Titulaire peut être recherchée en cas de manquement à cette obligation, et notamment en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations résultant du présent article, le RPA peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

ARTICLE 6 - DÉFINITION DES PRESTATIONS ATTENDUES

La description des prestations et des résultats attendus est définie au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 7 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Tous les résultats, même partiels, des prestations intellectuelles réalisées dans le cadre du présent marché relatif aux PRESTATIONS DE GRAPHISME POUR NEWSLETTERS, E-MAILINGS, PUBLICITES EN LIGNE ET SUR MOBILES (ci-après dénommés les « Résultats ») sont réputés régis par les dispositions des articles 32 à 35 du CCAG/PI complétées par celles du présent article. En cas de contradiction entre les termes des dispositions des articles du CCAG/PI et ceux des présentes, ces derniers seront réputés prévaloir.

Dans l'hypothèse d'une modification du groupement et/ou des contrats de sous-traitance en cours de l'exécution de ce marché, les dispositions du présent article sont applicables aux nouveaux membres du groupement et/ou aux nouveaux sous-traitants.

7.1 Cession des droits

Le titulaire cède à titre exclusif au musée du Louvre l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats du présent marché, qu'il s'agisse d'étapes intermédiaires ou de documents définitifs, ainsi que les fichiers de toute nature, notamment informatiques, provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation.

Le titulaire, cède au musée du Louvre, à titre exclusif, les droits de reproduction et de représentation sur les prestations permettant au musée du Louvre de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

Il est expressément rappelé que les prestations intellectuelles, objet du présent marché, portent notamment sur :

- les dossiers d'études, les « roughs », les documents techniques d'exécution, les prototypes, maquettes, illustrations, recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, documents et fichiers de toute nature provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation ;
- les créations et les conceptions nées de l'exécution du marché quel qu'en soit le support (maquettes, dessins, ozalid, films pour transferts, plaques d'impression, photographies, illustrations, logos, schémas, polices de caractères spécifiques, affiches, traductions en langues étrangères, iconographie, etc.)

Ces droits comprennent le droit de reproduire, de représenter, de modifier et d'adapter tout ou partie des prestations et de leurs traductions, ensemble ou séparément, en tous formats et par tous procédés.

Cette cession est accordée pour le monde entier, pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie par le code de la propriété intellectuelle, les conventions internationales, ainsi que toute prolongation de cette durée,

La présente cession comporte pour le MUSEE DU LOUVRE le droit d'exploiter directement ou de céder les droits suivants :

- a) **Le droit de reproduction** s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement, par tous procédés (impression, enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique) qui permettent de les archiver ou de les communiquer au public et comporte notamment le droit de reproduire :
 - sur tous supports magnétiques, optiques, numériques ou électroniques, notamment DVD-ROM, CD-ROM, cartes mémoires, disques durs, téléphones mobiles, lecteurs numériques, serveurs, ainsi que sur les espaces de stockage de réseaux numériques, notamment Internet et Intranet, par enregistrement, numérisation ou tout autre procédé analogue, existant ou à venir ;
 - sur tous supports papier, notamment dépliant, catalogues, brochures, plaquettes, prospectus, revues.
- b) **Le droit de représentation** s'entend comme le droit de communiquer, par tout procédé actuel ou futur de communication au public, et notamment :
 - par réseau numérique et notamment par Internet, Intranet, par système dit « WAP » ou tout autre système destiné aux téléphones mobiles et assistants personnels, par télévision numérique, par un système télématique interactif et par tout procédé analogue, actuel ou futur ;
 - par tout moyen de télécommunication notamment par voie hertzienne, par satellite, par télédiffusion et par tout moyen de câblo-distribution ;
 - par lecture ou récitation publique, représentation dramatique, exécution lyrique, présentation publique ou projection publique.
- c) **Le droit de modification et le droit d'adaptation** s'entendent, conformément à l'article [L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle](#), comme la possibilité de modifier ou d'intégrer, tout ou partie des prestations au sein d'autres œuvres, et notamment sous la forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite et, en particulier, d'une œuvre multimédia.
- d) La cession comprend également le **droit de traduire** ou faire traduire en toutes langues et en tous pays, tout ou partie des prestations et de leurs adaptations visées ci-dessus.

7.2 Exploitation

a) Exploitations institutionnelles

Les droits susvisés sont cédés par l'Auteur au MUSEE DU LOUVRE à titre exclusif pour toutes les exploitations institutionnelles du MUSEE DU LOUVRE notamment celles ayant pour objet l'accomplissement des activités et missions propres, actuelles ou à venir, du MUSEE DU LOUVRE que la diffusion des textes soit interne ou externe, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger, qu'elle soit encadrée par un contrat de mécénat, de parrainage ou de partenariat.

L'accomplissement des activités et missions propres du MUSEE DU LOUVRE telles que définies par le [décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié](#) précité inclut la possibilité de céder, tout ou partie des droits sur les résultats à tout organisme de droit privé ou de droit public, français ou étranger, à vocation culturelle, éducative ou sociale ainsi qu'aux filiales et organismes apparentés ou liés sur la base d'un contrat de mécénat, de parrainage ou de partenariat au MUSEE DU

LOUVRE et notamment « Louvre - DNP Museum Lab », l'« American Friends of the Louvre », « Le Louvre-Lens » et « Louvre Abou Dabi » ci-après dénommés les « **Partenaires** ».

Ces exploitations sont notamment :

- la mise en ligne à titre gratuit sur les sites Internet édités ou co-édités par le MUSEE DU LOUVRE (et/ou les sites Internet édités ou co-édités par ses Partenaires et notamment les sites <http://www.museumlab.jp> et Louvre Lens ;
- la mise à disposition à titre gratuit sur le réseau Internet par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour et notamment par téléchargement, diffusion en « streaming » ou « podcasting » sur le site <http://www.louvre.fr> ou tout autre site internet désigné par le MUSEE DU LOUVRE ;
- l'insertion au sein d'œuvres multimédia destinés aux dispositifs multimédias et terminaux mobiles, tels que notamment audioguides, smartphones et bornes multimédia, utilisés dans l'enceinte du MUSEE DU LOUVRE et/ou de ses Partenaires, ainsi que sur les sites Internet du MUSEE DU LOUVRE et/ou de ses Partenaires gratuitement mis à disposition du public ;
- l'insertion au sein d'œuvres multimédias destinés aux dispositifs multimédias et terminaux mobiles (disques durs, supports USB, smartphone, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books,...) gratuitement mis à disposition du public ;
- la mise en ligne sur le réseau intranet du MUSEE DU LOUVRE et/ou sur les réseaux Intranet de ses Partenaires ;
- la communication institutionnelle interne ou externe du MUSEE DU LOUVRE et de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, communiqués de presse télédiffusés ainsi que toute autre utilisation non commerciale d'information et de communication organisée ou co-organisée par le MUSEE DU LOUVRE et/ou par ses Partenaires ;
- les réseaux sociaux sur lesquels le musée du Louvre est présent ;
- la projection dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers se tenant au sein du Musée du Louvre et/ou de ses Partenaires et/ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- la mise en ligne sur la plateforme Internet dédiée à la publicité des procédures de passation des marchés publics du musée du Louvre, ainsi que la remise aux entreprises soumissionnant auxdites procédures de passation ;
- la publication dans des revues spécialisées ;
- la publication de dossiers, brochures destinées aux agents du musée du Louvre et d'autres opérateurs de l'Etat ;
- la projection et diffusion dans le cadre des actions menées par l'Etat.

b) Exploitations commerciales

Les droits susvisés sont cédés au MUSEE DU LOUVRE à titre exclusif pour les exploitations commerciales suivantes :

- la valorisation (recettes publicitaires par exemple, ...), sur le réseau Internet, hertzien, terrestre ou satellitaire, par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour, sur le site <http://www.louvre.fr> ou tout autre site internet désigné par le MUSEE DU LOUVRE, par le biais de publicité d'opérateur commerciaux.
- la mise en ligne à titre payant sur les sites Internet édités ou co-édités par le MUSEE DU LOUVRE (et/ou les sites Internet édités ou co-édités par ses Partenaires et notamment les sites <http://www.museumlab.jp> et Louvre Lens ;
- la mise à disposition à titre payant sur le réseau Internet par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour et notamment par téléchargement, diffusion en « streaming » ou « podcasting » sur le site <http://www.louvre.fr> ou tout autre site internet désigné par le MUSEE DU LOUVRE ;

- L'édition ou la coédition de tout ou partie des résultats sous la forme d'œuvres audiovisuelles ou multimédias scientifiques, culturelles, éducatives ou ludiques, y compris les jeux vidéos, vendues, louées ou prêtées au public, sur tous supports et notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-ROM, E-book,...
- La communication de tout ou partie des résultats sous forme de vidéogrammes, par télédiffusion par des entreprises de communication audiovisuelles ou web TV,
- L'insertion au sein d'œuvres multimédias accessibles au public grâce à des applications téléchargeables commercialisées par le MUSEE DU LOUVRE seul ou avec des partenaires publics ou privés y compris via des opérateurs commerciaux:
- sur tous types de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, Smartphone, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo...)
- sur tous types de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique bornes multimédia, ...).

c) Sous-cessions accordées par le MUSEE DU LOUVRE

Le MUSEE DU LOUVRE est habilité à accorder à ses partenaires publics ou privés, mécènes, y compris à des opérateurs commerciaux, le cas échéant par voie de cession, toute autorisation de reproduire et de représenter et d'exploiter les prestations à titre gratuit ou à titre onéreux, pour l'exercice et dans la limite des droits qui lui sont conférés au a) et b) du présent contrat, aux fins de mise en valeur des collections, des activités et de l'image du musée du Louvre.

d) Exploitations par le titulaire

Le titulaire du marché s'engage à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Par exception au caractère exclusif de la cession des droits susvisée, le Titulaire pourra, avec l'accord préalable et exprès de l'établissement public du musée du Louvre, représenter, reproduire ou autoriser la représentation ou la reproduction des différents éléments des prestations pour son usage personnel et/ou professionnel dans le cadre exclusif de la promotion de son activité (portfolios), à condition que ces exploitations ne soient pas de nature à faire directement concurrence à l'établissement public du musée du Louvre et/ou à ses ayants droit.

7.3 Garantie

Le titulaire déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits dont il dispose au profit de l'établissement public du musée du Louvre aux termes des présentes. Il garantit expressément la libre jouissance des droits ainsi cédés contre tous troubles, revendications, ou éviction quelconque émanant d'un tiers quel qu'il soit.

En outre, le titulaire déclare et garantit :

- qu'il est libre d'accepter et d'exécuter les présentes et que, ce faisant, il ne viole ni ne préjudicie au quelconque droit d'un tiers ;
- qu'il est dûment habilité à signer au nom et pour le compte de chacun des auteurs des différents éléments des œuvres les présentes et à les engager valablement, et qu'il a ainsi notamment plein pouvoir et qualité pour accorder les droits cédés ;
- qu'il n'a fait et ne fera aucun acte susceptible de compromettre la présente cession ou d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par l'établissement public du musée du Louvre des droits qui lui sont consentis au titre des présentes.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, de résiliation du marché, qu'il y ait ou non faute du titulaire, la restitution des supports appartenant au musée du Louvre et la transmission des copies électroniques d'exécution a lieu au plus tard à la date d'effet de la résiliation.

Dans l'hypothèse où l'établissement public du musée du Louvre serait saisi de revendications de tiers, ou serait victime d'un trouble dans la jouissance des prestations objet du présent marché, relatif à la propriété intellectuelle ou industrielle, le titulaire – sans préjudice des sanctions encourues - doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance peuvent être les suivantes, au choix du titulaire :

- modifier ou remplacer immédiatement les éléments en litiges de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications techniques du marché et à ses délais d'exécution,
- faire en sorte que l'établissement public du musée du Louvre puisse utiliser les éléments en litiges sans délai, sans limitation et sans autres paiements que ceux prévus au marché.

7.4 Modalités financières

7.4.1 Exploitations non commerciales

La cession des droits pour les exploitations non commerciales définies au titre des présentes est consentie à titre gratuit par le titulaire, celui-ci reconnaissant et acceptant formellement en être désintéressé au regard de la rémunération totale qu'il perçoit au titre du présent marché.

7.4.2 Exploitations commerciales

La cession des droits pour les exploitations commerciales définies au titre des présentes est incluse dans tous les prix unitaires du BPU par le titulaire.

7.5 Droit moral

Conformément à l'article [L121-1 du Code de la propriété intellectuelle](#), le titulaire jouit des prérogatives du droit moral attachées aux différents éléments de l'œuvre.

Le titulaire, au titre de ses prérogatives d'ordre moral et notamment du droit de divulgation, consent expressément aux exploitations des prestations visées ci-avant.

L'établissement public du musée du Louvre s'engage à respecter le droit moral du titulaire et/ou, le cas échéant, des auteurs et concepteurs et notamment son (leur) droit à la paternité. L'établissement public du musée du Louvre s'engage à mentionner le nom du ou des auteurs, selon les cas, sur tout support reproduisant ou représentant les différents éléments des œuvres dans la mesure où cela est matériellement possible, sous la forme suivante :

« *Conception graphique, (suivie du prénom et nom du concepteur), Musée du Louvre, Année* »

Les autres travaux seront signés de la mention suivante :

« *Maquette, (suivie du prénom et nom du maquettiste), Musée du Louvre, Année* »

7.6 Cas des progiciels utilisés pour l'exécution des prestations

Le titulaire fait son affaire de la validité et de la licéité des versions de progiciels qu'ils utilisent pour l'exécution des prestations. Il lui appartient de vérifier, auprès des développeurs et détenteurs de droits sur ces progiciels, qu'il détient les droits d'utilisation des différentes versions utilisées pour l'ensemble des postes infographiques, et plus généralement informatiques, qu'il utilise. De même, il appartient au titulaire de vérifier qu'il possède les droits d'utilisation des polices de caractères nécessaires à la bonne exécution des prestations. En aucun cas, la responsabilité de l'établissement public du musée du Louvre ne peut être recherchée pour le non-respect par le titulaire des présentes dispositions.

ARTICLE 8 - DISPOSITIF D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 Interruption ou annulation de la prestation en cours d'exécution

Une commande pourra être annulée ou interrompue en cas de survenance d'un événement indépendant de la volonté des parties et rendant sans objet l'exécution de la commande. Dans cette hypothèse, l'établissement public du musée du Louvre confirme, par écrit, auprès du titulaire sa décision d'annuler ou d'interrompre la commande en cours.

La décision d'interrompre ou d'annuler une prestation en cours de conception ou de réalisation ne vaut pas résiliation ou dénonciation du marché. Elle ouvre droit pour le titulaire à indemnisation du préjudice éventuellement subi. Toute demande d'indemnisation est adressée au Musée du Louvre par courrier recommandé avec avis de réception. En cas de désaccord sur le montant de l'indemnisation, les parties se rapprocheront afin de parvenir à un accord.

8.2. Modalités de commande

Le pouvoir adjudicateur commande, en fonction de ses besoins, les prestations prévues au présent marché. Il peut passer des bons de commande de ces prestations durant toute la période de validité du marché. Chaque bon de commande précise celle des prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée. L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande. En effet, les prestations prévues au marché sont exécutées sur commande du pouvoir adjudicateur.

Les prestations définies seront dès lors exécutées conformément aux bons de commandes établis au fur et à mesure des besoins et portent sur les prestations décrites et définies dans le CCTP.

Le bon de commande précisera les prestations à exécuter et le montant conformément aux prix figurant dans le BPU.

Les bons de commande comportent toutes les indications nécessaires à l'exécution de la prestation dans le cadre des dispositions contractuelles du présent marché. Il est délivré un bon de commande pour chaque prestation exécutable dans le cadre du marché. Toutefois, un même bon de commande pourra regrouper plusieurs prestations.

Les bons de commande, datés et signés par une personne ayant reçu délégation à cette fin, sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire avant tout début d'exécution. Aussi, ils sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine.

Les bons de commande précisent :

- la référence et le numéro du marché,
- la date,
- la référence et le numéro du bon de commande,
- l'intitulé précis des prestations à réaliser,
- les prix HT tels que définis au bordereau des prix unitaires,
- le délai d'exécution des prestations,
- les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution,
- le montant HT des révisions de prix, le cas échéant ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC de la commande.

Conformément au code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande. Les délais d'exécution et prestations à effectuer fixés par les bons de commande sont impératifs.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, le pouvoir adjudicateur ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique

des opérateurs économiques. Ainsi, l'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du présent marché peut être poursuivie au-delà de cette date d'échéance pour une durée maximale de trois (3) mois compte tenu du temps nécessaire à la prise en charge, la réalisation, et la mise en œuvre des commandes.

ARTICLE 9 - DÉLAIS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

Les délais impartis au titulaire pour la réalisation des prestations commandées seront définis dans chaque bon de commande. Les délais maximums impartis au titulaire pour la réalisation des prestations sont définis à l'article 4 du CCTP.

ARTICLE 10 - PÉNALITES

10.1 - Généralités

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité de service conforme aux exigences indiquées dans le présent marché. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable à l'EPML, ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent marché, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 du CCAG/PI, n'est pas respecté du fait du titulaire ou d'un de ses sous-traitants, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées à l'article 10.2 du présent CCAP.

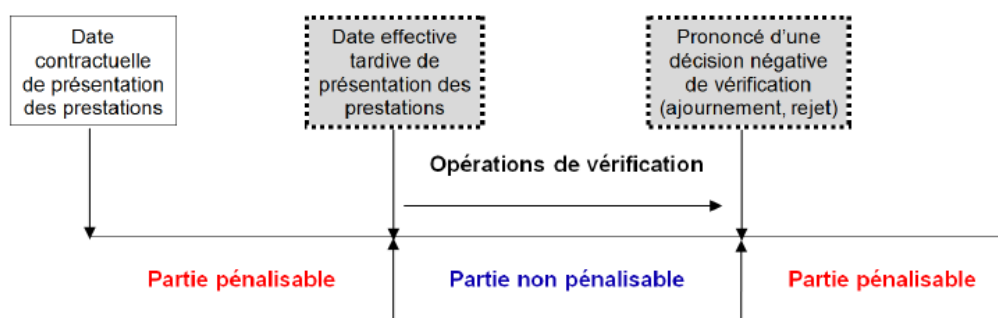
Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Constitue des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire à l'EPML, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'EPML à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions définies au présent CCAP.

Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

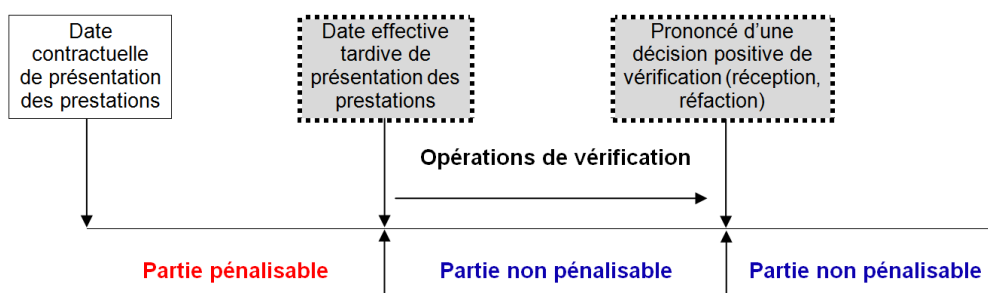


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- en cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables. De même, les différents cas de pénalités définis aux articles ci-après sont également cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités. L'EPML peut également recouvrer les pénalités par l'émission d'un titre de recettes.

10.2. Modalités de calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, lorsque les délais fixés sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité pour retard, calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 50, \text{ où}$$

P = le montant des pénalités,

V = la valeur pénalisée. Cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard,

R = le nombre de jours de retard.

Les dispositions de l'article 14.3 du CCAG/PI ne sont pas applicables au présent marché.

10.3 Pénalités spécifiques

- Dans l'éventualité où le titulaire du marché n'accomplirait pas l'intégralité des engagements pris au moment de la signature du marché, des pénalités spécifiques lui seront appliquées :

Objet	Pénalité associée
Retard dans la désignation du chef de projet, interlocuteur unique de l'EPML (remplaçant ou autres) et/ou dans la communication de sa qualité et de ses justificatifs de compétence	Pénalité forfaitaire de 75 € HT par jour ouvré de retard

• Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire du présent marché transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces suivantes :

- les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents

En cas de candidat étranger, si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

il est rappelé qu'en application de l'article L.8222-6 du code du travail, à défaut de la fourniture de ces documents, le titulaire encourt une pénalité de 10 € par jour de retard dans la limite des amendes prévues par les articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail et de 10% du montant HT du marché en cours d'exécution.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire a l'obligation d'exécuter avec ses propres structures, ses propres compétences et son personnel salarié les prestations objet du présent marché.

Néanmoins, le Titulaire peut sous-traiter une partie de ses prestations dans les conditions prévues au CCAG/PI, au code de la commande publique et dans la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'une des prestations avant d'avoir obtenu l'agrément des sous-traitants par l'EPML.

En cas d'exécution de prestations par un sous-traitant non agréé, le Titulaire engage sa responsabilité contractuelle.

ARTICLE 12 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION - RECEPTION

Les opérations de vérification mentionnées aux articles 28 et 29 du CCAG/PI ont pour objet de permettre à l'établissement public du musée du Louvre de contrôler la conformité des prestations exécutées (caractéristiques fonctionnelles, techniques et de qualité attendues) avec les spécifications du marché, des bons de commande, et des briefs.

Au fur et à mesure du déroulement de sa mission, le titulaire adressera au représentant du pouvoir adjudicateur les documents prévus au CCTP. Le musée du Louvre se réserve tout droit de reproduction des documents qui lui seront remis dans la cadre du présent marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI, l'établissement public du musée du Louvre dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la remise des prestations pour procéder aux opérations de

vérification quantitatives et qualitatives sur les prestations présentées par le titulaire. Les dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 28.5 du CCAG/PI ne sont pas applicables au présent marché.

Les décisions après vérifications quantitatives et qualitatives sont exécutées conformément aux dispositions prévues à l'article 29 du CCAG/PI. Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG/PI, en cas de réception tacite, la date d'effet est l'expiration du délai mentionné à l'alinéa précédent.

En cas de refus ou de demande de modification, le titulaire s'engage à présenter à la validation du représentant du pouvoir adjudicateur un nouveau projet ou un projet modifié, sans supplément de prix ; le représentant du pouvoir adjudicateur dispose alors, pour donner son avis, du même délai que celui donné au titulaire.

La décision d'ajournement précisera le délai de reprise des livrables.

Lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que des prestations exécutées dans le cadre du présent marché ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet total ou partiel.

Les décisions de réfaction ou de rejet feront l'objet d'une communication au titulaire qui sera convoqué et invité à présenter ses explications en vue d'une modification, du retrait ou du maintien de la décision de réfaction ou de rejet.

ARTICLE 13 - PRIX- VARIATION DES PRIX- MODALITES DE REGLEMENT

13.1. Contenu des prix

Les prix indiqués par le titulaire dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement, sont des prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges prévues à l'article 10.1.3 du CCAG/PI. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tout élément afférent à l'exécution des prestations.

En complément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de transport, de déplacement et d'hébergement éventuels), toutes les prestations intellectuelles, tous les frais connexes nécessaires à l'accomplissement de la mission, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire, telles qu'elles sont décrites dans le présent CCAP et le CCTP.

Ce prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/PI, les prix du marché sont réputés complets et comprennent notamment :

- les frais d'assurance et de transport,
- les frais de restauration et d'hostellerie du personnel du titulaire,
- les réunions et entretiens prévus au présent CCAP et au CCTP,
- les comptes-rendus des réunions et entretiens,
- les travaux de secrétariat,
- les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- les livrables,
- les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de la mission,

- les locaux,
- la cession des droits PI prévue à l'article 7 du présent CCAP,
- toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission qui sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

Les prix du marché sont réputés comprendre notamment tout support et consommable nécessaire à l'exécution des prestations. Les prix comprennent également les frais de courses et de livraison à effectuer depuis les locaux du titulaire vers le musée du Louvre ou ses annexes et auprès des prestataires désignés par lui.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des réunions nécessaires à la bonne exécution des prestations, sans que ces réunions puissent faire l'objet de facturation en sus des prix figurant au bordereau des prix unitaires.

De plus, le B.P.U. peut être complété par des bordereaux de prix unitaires complémentaires dans les conditions définies à l'article 15.4 du présent CCAP.

13.2. Variations des prix

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois d'établissement de l'offre par le titulaire : **mois de remise des offres**. Ce mois est appelé mois zéro (Mo). Ils sont augmentés de tous les droits, impôts et taxes légalement applicables en vigueur au jour de leur exigibilité.

Les prix restent fermes pour toute la première année d'exécution du marché. En cas de reconduction, les prix sont ensuite révisables (à la hausse comme à la baisse) annuellement par le Titulaire à la date anniversaire de début d'exécution du marché selon la formule et indices de révision suivants :

$Pr = Po [0,30 + 0,70 (0,70 ICHTTs_{r-1} / ICHTTs_o + 0,20 EBI_{r-1} / EBI_o + 0,10 IPPMr_{r-1} / IPPMo)]$
--

Dans laquelle :

- ICHTTS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant : 001565192
- EBI : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBI – Énergie et biens intermédiaires Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534840
- IPPM : Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A38 CK, CPF 28 – Machines et équipements n.c.a. - Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010535616.

Les indices sont consultables sur : <http://www.insee.fr/fr/>

L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois « Mo ».

L'indice « r-1 » désigne la dernière valeur connue de l'indice concerné un mois avant la date de prise d'effet de la révision (Mr) de l'année considérée.

Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/PI, les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- Par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;

- Par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de référence, la valeur de l'indice correspondant, et en détaillant les calculs intermédiaires. Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service en charge de la réception des factures, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

En cas de modifications techniques entraînant l'insertion de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo) et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus.

Par dérogation aux articles 10.2.1 et 10.2.2 du CCAG/PI, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux à la date d'émission du bon de commande.

Le titulaire effectue le calcul dont il soumet le détail, pour validation, auprès de la personne chargée de la conduite du marché.

Musée du Louvre
Direction de la Médiation et du Développement des Publics
Sous-direction du pilotage administratif
75058 Paris Cedex 01

13.3 Règlement des comptes

13.3.1 Dispositions générales

Les prestations sont réglées en une seule fois sur présentation d'une demande de paiement à la réception des prestations de chaque bon de commande par le pouvoir adjudicateur au sens de l'article 8.2 du présent CCAP et sur la base des quantités réellement exécutées.

Outre les mentions légales, les demandes de paiement mentionnent :

- les références du marché, du bon de commande,
- le nom, l'adresse et le n° du siret du titulaire
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'Acte d'Engagement,
- la date de facturation,
- le descriptif des prestations exécutées,
- le montant H.T. des prestations exécutées,
- le montant H.T. des révisions de prix, le cas échéant ;
- le montant total H.T.,
- les taux et montant de la T.V.A.,
- le montant TTC

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture séparée.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire toute modification des demandes de paiement incluant notamment les réfections et pénalités.

13.3.2 Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

13.3.2.1 Dispositions relatives à la cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations (cf. répartition des prestations dans l'acte d'engagement).

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition dans l'acte d'engagement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

13.3.2.2 Dispositions relatives aux sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

13.4 Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute extension des prestations du marché, restant dans le cadre de son objet général, strictement nécessaire à la réalisation du présent marché et pour lesquelles ledit marché n'a pas prévu de prix, peut être commandée par la personne chargée de l'exécution du marché, que cette extension concerne leur objet ou leur consistance (établissement de sous-détails de prix unitaires, ...).

La personne assurant la conduite du marché adresse au titulaire une demande de devis par tout moyen permettant d'attester la date de réception. Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché. Le titulaire certifie toutefois que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité. Ces prix sont obligatoirement assortis d'un sous-détail et sont provisoires à ce stade.

À la réception du devis, l'EPML se réserve la possibilité de mettre la prestation en concurrence, dans le cas où le devis proposé par le titulaire comporterait des prix qui ne lui paraîtraient pas satisfaisants.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ces nouveaux prix seront intégrés au bordereau des prix unitaires, sans donner lieu à la passation d'un avenant. Ce bordereau supplémentaire de prix unitaires sera signé des deux parties.

Ces prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix, dit « Mo ». Ils seront révisés, le cas échéant, dans les conditions définies au présent marché.

13.5 Envoi des demandes de paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités:

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
- déposer ses demandes de paiement sur le portail,
 - saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

ARTICLE 14 - DELAIS DE PAIEMENT – TVA – INTERETS MORATOIRES

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

L'Etablissement Public du musée du Louvre procédera au règlement des prestations par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire et désigné soit à l'acte d'engagement, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

En cas de groupement d'entreprises demandant des paiements séparés, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le Titulaire doit en avvertir l'Etablissement Public du musée du Louvre dans un délai de quinze (15) jours.

L'Etablissement Public du musée du Louvre se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions listées au présent CCAP.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la [loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013](#) portant diverses dispositions d'adaptation de la

législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son [décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013](#) relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément au décret n° 2013-269 susmentionné, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

ARTICLE 15 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

15.1 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent marché.

15.2 Avance

L'option A de l'article 11 du CCAG-PI est retenue.

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée dans les conditions définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Aussi, sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, conformément aux dispositions de l'article 11.1 du CCAG/PI – Option A, une avance dont le taux est fixé à 20% du montant de la part forfaitaire du marché sera versée au titulaire dans les conditions définies à l'article R2191-4 du code de la commande publique, qui permet à l'acheteur de prévoir le versement d'une avance dans les cas où elle n'est pas obligatoire.

Conformément à l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises.

ARTICLE 16 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

En complément des dispositions de l'article 9 du CCAG/PI, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de l'attribution provisoire, le titulaire ainsi que, le cas échéant, les sous-traitants, doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités résultant de l'accomplissement de leur mission.

Pour tout sous-traitant déclaré en cours d'exécution les attestations d'assurances seront fournies avec l'acte de sous-traitance.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

L'Entreprise sera tenue responsable, aussi bien vis-à-vis de ses salariés que vis-à-vis de tiers, de tous les dommages matériels ou corporels résultant des travaux.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché et renonce à tout recours contre l'établissement public. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

ARTICLE 17 - RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/PI (articles 36 à 42 et article 27), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 36 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- Dans tous les autres cas prévus au présent document.

Dans ces hypothèses, et en complément des dispositions du CCAG/PI, la décision ne peut intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations écrites dans un délai minimum de trente (30) jours.

L'EPML peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le CCAG/PI, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure, lui rappelant les points litigieux et lui demandant de remédier à ses défaillances dans le délai qu'elle fixe et qui ne peut être inférieur à trente (30) jours.

Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

Conformément à l'article 27 du CCAG/PI, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 18 - LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 43 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/PI auxquels il est dérogé
Article 2	Articles 4.1, 4.2.1 et 4.2.2
Article 10	Articles 14 et 14.3
Article 12	Articles 28.2, 28.5, 29
Article 13.2	Article 10.2.3